

Économie politique de la presse écrite au Nord-Cameroun postcolonial

Fogue Kuate, Francis Arsene

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Fogue Kuate, F. A. (2015). Économie politique de la presse écrite au Nord-Cameroun postcolonial. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 15(2), 265-287. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-448318>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Économie politique de la presse écrite au Nord-Cameroun postcolonial¹

FRANCIS ARSÈNE FOGUE KUATE

INTRODUCTION

Le Nord-Cameroun² a la particularité d'avoir été exclu du paysage médiatique camerounais pendant la période coloniale (1889-1960) et durant les trente premières années de l'indépendance du Cameroun (1960-1990). Ce faisant, cette région, qui a connu une double domination³, a accusé un retard de plusieurs dizaines d'années comparativement à la partie méridionale du pays où la presse fit son apparition dans le cours de la période coloniale allemande. Pour ainsi dire, le Nord-Cameroun n'a pas expérimenté la première phase de la liberté de la presse au Cameroun.

Ayant manqué ce premier rendez-vous avec l'histoire de la presse, l'élite politique du Nord-Cameroun a saisi l'occasion de la seconde libéralisation survenue au début des années 1990 pour rattraper son retard. Motivée par la satisfaction d'ambitions politiques relatives à son positionnement sur l'échiquier

¹ La finalisation de cet article a été faite pendant un séjour scientifique à ZMO Berlin. Séjour financé par la Fondation Alexander Von Humboldt, à qui nous exprimons notre sincère gratitude. Nous remercions aussi le Professeur G.L. Taguem Fah pour ses corrections.

² De façon générale, la configuration territoriale du Cameroun laisse transparaître deux principales aires géographiques qui se distinguent par leurs caractéristiques historiques, géographiques et surtout socioculturelles. Il s'agit du Sud Cameroun constitué de sept (07) régions (la région du Centre, la région de l'Est, la région du Littoral, la région de l'Ouest, la région du Sud, la région du Nord-Ouest et celle du Sud-Ouest) et le Nord-Cameroun qui en compte trois régions (Du sud vers le Nord, nous avons la Région de l'Adamaoua, la région du Nord et celle de de l'Extrême-Nord).

³ La première domination a été celle des Peuls (ou Foulbés) à travers le Djihad lancé à partir de Sokoto au début du XIX^e siècle. La seconde domination a été entretenue par les Occidentaux à travers les colonisations successives de l'Allemagne (1889-1915) et de la France (1915-1960). Ces deux phases de domination ont consacré l'hégémonie politique des Peuls-musulmans – sur les autres groupes ethniques – non islamisés. Après l'indépendance survenue en 1960, Ahmadou Ahidjo, un Peul originaire du Nord, est placé à la tête du nouvel État qu'il dirige dans une démarche autoritaire entre 1960 et 1982. Son passage à la tête de l'État a une fois de plus renforcé la domination des Peuls sur les Kirdi au Nord-Cameroun.

politique en cours de recomposition, à la faveur de l'ouverture du processus démocratique, cette élite a soutenu la création d'organes de presse destinés à porter sa voix dans l'espace public en ébullition. Au nombre de ceux-ci figurent en bonne place *L'Harmattan* fondé en 1991 – et considéré comme pionnier dans le secteur de la presse privée nord-camerounaise – et *L'Œil du Sahel* qui vit le jour en 1997. Ces deux journaux ont une assise politique et historique considérable dans cette région.

Théoriquement, cette analyse s'appuie sur les thèses relatives à l'économie politique de la communication (*Political Economy of Communication*)⁴. Partant du principe que la communication est un fait social total qui intègre des phénomènes pluridimensionnels et stratégiques⁵, l'économie politique de la communication suggère que l'analyse des systèmes médiatiques tienne compte de l'ensemble des composantes de la société telles que, les gouvernements, les associations, les groupes de pression, les communautés religieuses etc...⁶. Bien que son élaboration ait été déterminée par des modalités culturelles – à travers Adorno et Mattelart – l'économie politique de la communication s'applique également à des préoccupations à caractère politique. Elle permet en effet d'apprécier la contribution des médias à l'émergence et la reproduction des structures de pouvoir⁷. L'économie politique de la communication offre ainsi des outils d'analyse de la mise en œuvre des médias dans la production des relations sociales et plus particulièrement des relations de pouvoir. À travers les

⁴ Cette théorie, qui émerge entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, a bénéficié, notamment, des travaux de Theodor Adorno et l'école de Francfort sur « l'industrie culturelle » ainsi que ceux d'Armand Mattelart sur « l'impérialisme culturel » à travers les médias. Selon Adorno, les médias constituent « une industrie culturelle » qui non seulement transforme la culture en marchandise, mais aussi, renforce les rapports de domination. (Theodor Adorno, « L'industrie culturelle », *Communication*, no. 3, 1964, pp. 12-18). Mattelart pour sa part s'est appuyé sur le cinéma, la presse et les agences publicitaires pour analyser le rôle idéologique des médias dans la restructuration et l'offensive de l'impérialisme américain (Armand Mattelart, *Multinationales et systèmes de communication*, Anthropos, Paris, 1976; Armand Mattelart, Michelle Mattelart, *De l'usage des média en temps de crise*, Alain Moreau, Paris, 1979). Cependant, c'est avec Vincent Mosco que cette théorie a été affinée (Vincent Mosco, *The Political Economy of Communication*, Sage Publications, London, 1996; *Idem*, « Current Trends in the Political Economy of Communication », *Global Media Journal*, vol.1, no. 1, 2008, pp. 45-63).

⁵ Lire Bernard Miegé, « L'Economie politique de la communication », *HERMÈS*, no. 38, 2004, pp. 46-54.

⁶ Vincent Mosco, « Current Trends in the Political Economy of Communication », cit., p. 49.

⁷ Nicholas Gamham, « Contribution to a Political Economy of Mass Communication », in Richard Collins et al. (eds), *Media, Culture and Society. A Critical Reader*, Sage publications, London, 1986, pp. 9-33.

principes de « *Commodification* », de « *Spatialization* » et de « *Structuration* » énoncés par Vincent Mosco⁸, cette approche théorique permet de constater que la politisation de la presse au Nord-Cameroun s'est élaborée à travers un processus d'instrumentalisation qui a pu se déployer du fait des contraintes historiques, politiques et ethno-géographiques qui caractérisent cette région⁹. L'action de cette presse est donc aiguillonnée par la structure politique, dont le fonctionnement est, à son tour, influencé par la production médiatique dans un environnement caractérisé par les luttes de positionnement. Bien que cette interaction soit perceptible au Nord-Cameroun, la structure de cette région présente une idiosyncrasie qui ne saurait être dissoute dans la conception moscovienne.

En effet, contrairement au contexte occidental où ces composantes peuvent être clairement identifiées et différenciées du fait de la démarcation entre l'homme politique et « l'homme de communication »¹⁰, la structure du Nord-Cameroun est caractérisée par une hybridation des compétences¹¹. Cette hybridation se justifie par l'absence de professionnalisme qui caractérise la presse privée et la complexité des enjeux qui sont à la fois politiques, ethniques et économiques. Cette complexité de la structure du Nord-Cameroun nous a amené à formuler la théorie de la « l'interactivité stratégique » qui renvoie à une possibilité d'échanges de compétences entre les acteurs politiques et les hommes de médias, en vue de satisfaire des intérêts politiques et des préoccupations pécuniaires.

À la lumière de ce principe théorique, il s'agit, dans cette analyse, d'interroger le rôle politique de la presse au Nord-Cameroun à travers *L'Harmattan*

⁸ Vincent MOSCO, *The Political Economy of Communication*, cit.

⁹ Ces contraintes renvoient notamment aux rivalités entre Peuls et Kirdi, au projet hégémonique d'Ahmadou Ahidjo, ainsi qu'à la volonté des composantes ethnographiques du Nord-Cameroun à s'imposer sur l'échiquier politique de la région après l'ouverture du processus de démocratisation.

¹⁰ Dans une réflexion menée sur la médiatisation du politique, Eliséo Véron relève que la relation entre « l'homme de communication » et l'homme politique se fonde « sur une très claire différenciation des compétences. Ce serait, bien entendu, à l'homme politique de déterminer ses objectifs stratégiques [...] Ce serait à l'homme de communication d'articuler cette stratégie à la complexité de l'univers médiatique [...] Il y aurait alors deux niveaux bien distincts : un niveau proprement politique [...] et un niveau communicationnel ». (Eliseo Veron, « Médiatisation du politique. Stratégies, acteurs et construction des collectifs », *HERMÈS*, no. 17-18, 1995, p.204. http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/15217/HERMES_1995_17-18_201.pdf?sequence=1, consulté le 27 août 2014.

¹¹ Des hommes politiques publient des articles de presse tandis que certains journalistes et promoteurs de journaux se comportent comme des acteurs politiques.

et *L'Œil du Sahel*. La question ici est de savoir pourquoi et comment *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* ont constitué un capital politique pour l'élite du Nord-Cameroun dans ses rapports de force avec celle du sud du pays ainsi que dans les luttes de positionnement interethniques au Nord-Cameroun ? C'est toute la problématique de la politisation de la presse en situation de compétition hégémonique entre communautés ethno-tribales qui est ainsi mise en exergue.

Parler de l'action politique des médias revient à interroger leurs productions dans le sens de repérer des faits qui vont au-delà de la mission d'information et traduisent ou induisent une action politique. En admettant avec Abraham Moles que « L'analyse du contenu c'est l'analyse du contenant »¹² et donc que le contenu permet de situer le contenant, le repérage de faits à caractère politique a été subordonné à l'analyse textuelle et métadiscursive des articles publiés dans *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* entre 1991 et 2009¹³. Cette analyse a permis d'identifier une triade de thèmes à caractère politique dont le traitement et la récurrence traduisait clairement un engagement politique. Le premier thème est relatif à la réhabilitation du défunt président Ahidjo. Le second thème renvoie à l'emploi des concepts de « Grand Nord », « nordistes » et aux rapports de force entre Kirdi et Peuls. Le troisième thème porte, quant à lui, sur les memoranda. Mais avant d'aborder ces thèmes il est nécessaire de présenter le contexte sociopolitique dans lequel la presse du Nord-Cameroun s'est constituée.

Le contexte sociopolitique du Nord-Cameroun au moment de la création de L'Harmattan et L'Œil du Sahel

« L'histoire de la presse ne peut être séparée de l'évolution politique, sociale et culturelle des sociétés. »¹⁴ Ce postulat énoncé par André-Jean Tudesq constitue la matrice de l'élaboration de cette section dont l'objectif est de procéder à une peinture du contexte sociopolitique ayant servi de terreau à l'émergence de la presse nord-camerounaise.

¹² Abraham Moles, préface à l'ouvrage d'Albert Kientz, *Pour analyser les médias (L'analyse de contenu)*, Mame, Tours, 1971, p. 6.

¹³ Cette fourchette chronologique constitue un moment fort de la compétition politique de l'opposition et de la compétition politique au Nord-Cameroun. Elle fut caractérisée par la création de *L'Harmattan* (1991) et *L'Œil du Sahel* (1997) et la rédaction de plusieurs memoranda à caractère politique, notamment en 1991, 2002, 2004 et 2009.

¹⁴ André-Jean. Tudesq, *Feuilles d'Afrique : Étude de la presse de l'Afrique sub-saharienne*, Maison des Sciences de L'Homme d'Aquitaine, Paris, 1995, p. 13.

Au début des années 1990, le paysage sociopolitique du Nord-Cameroun est en pleine mutation, à la faveur de l'ouverture du processus démocratique dont l'un des corolaires a été la forte « ethnicisation de la vie politique camerounaise » qui se traduit notamment à travers la configuration ethnique des partis politiques camerounais¹⁵. La scène politique est alors prise d'assaut par des associations culturelles qui participent désormais de « l'intégration [politique] du fait ethnique à travers son incorporation dans la société civile et son organisation en collectivités politiques au niveau local »¹⁶. Plutôt que d'être envisagée comme l'expression de ce d'un « recul démocratique »¹⁷, cette ethnicisation intègre les stratégies de tropicalisation de la démocratie dans le contexte camerounais.

Au niveau du Nord-Cameroun, cette ethnicisation de la vie politique s'est manifestée à travers la création de plusieurs associations culturelles¹⁸. Bien que se définissant comme des regroupements culturels, ces différentes associations constituent des tremplins pour l'ascension politique de l'élite. Leur diversité au Nord-Cameroun, à partir des années 1990, est une indication de l'hétérogénéité sociologique de cette région où les disparités religieuses entre Islamo-Peuls et populations non musulmanes ont longtemps codifié les rapports de force entre les deux groupes.

Avant l'ouverture démocratique, le Nord-Cameroun avait été le théâtre d'une hégémonie musulmane entretenue depuis le sommet de l'État par le Président Ahidjo du temps où il était au pouvoir (1960-1982). Héritant d'un contexte sociopolitique colonial¹⁹ ayant contribué à renforcer la domination des

¹⁵ Paul Abouna, *Le pouvoir de l'ethnie : introduction à l'ethnocratie*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 57.

¹⁶ Emmanuel Yenshu Vubo, *Inventer l'espace public en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 101.

¹⁷ Nous empruntons cette expression à Sergiu Mișcoiu, Sedagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly Hetcheli, *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Institutul European, Iași, 2015.

¹⁸ Au nombre de celles-ci figurent : la Renaissance culturelle Moundang (RCM), l'Association culturelle Mafa ; l'Association culturelle Guiziga (ACGUI), Le Mouvement d'investissement et d'assistance mutuelle Gbaya (MOINAM), la Dynamique culturelle Kirdi (DCK), l'Association culturelle Mousgoum (ACM), la Dynamique culturelle Mboum (DCM), l'Association culturelle Podoko (ACPO).

¹⁹ Ce contexte sociopolitique caractérisé par la consécration de la domination peule sur les autres groupes ethniques à travers l'intégration des lamibé dans la structure administrative, découlait de l'hégémonie politique réalisée par les Peuls dès le début du XIX^e siècle dans le cadre du Djihad (Lire Martin Zachary Njeuma, *Fulani hegemony in Yola*, CEPER, Yaoundé, 1978).

musulmans sur les autres composantes sociétales, le Président Ahidjo maintint le *statu quo* dans l'optique de réaliser son « projet hégémonique »²⁰ à travers une satellisation des autres ethnies au groupe peul.

Après avoir été longtemps marginalisées au Nord-Cameroun, les populations non musulmanes, très souvent désignées sous le terme générique de Kirdi, entendaient bien se libérer de l'influence politique de l'aristocratie musulmane en général et peule en particulier. Après la « libéralisation religieuse » qu'elles ont pu acquérir à travers l'action des missionnaires européens pendant la période coloniale, le moment était venu pour elles de renégocier leurs rapports de force politique avec les Islamo-Peuls²¹. Cet effort de réhabilitation des Kirdi bénéficiait d'un contexte politique favorable. La crise de légitimité à laquelle le Président Biya fit face à partir de 1983 l'avait amené à « verser dans l'instrumentalisation de l'ethnicité, en réhabilitant les antagonismes historiques entre Kirdi et Peul, entre Arabes Choa et Kotoko voire entre ethnies kirdi »²².

Par ailleurs, la multiplication des associations culturelles Kirdi traduit la diversité des composantes ethniques qui constituent le groupe Kirdi. En effet, bien que la « religion non musulmane » apparaisse comme l'élément fondamental que les Kirdi ont en commun, force est de relever avec Houli Fendjongue que :

« Les populations dites 'kirdi' sont traversées par des différences fondamentales. Elles sont par essence hétérogènes surtout sur le double plan linguistique et géographique. En d'autres termes, ces composantes 'kirdi' parlent des dialectes distincts les uns des autres, habitent des espaces hétérogènes [...] Ces grandes différences peuvent amener l'analyste à parler d'une hérésie sociale quand il faut considérer ces gens comme une seule entité ethnique »²³.

La précision qu'apporte Fendjongue Houli permet de comprendre qu'en

²⁰ Nous reprenons ici Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1985.

²¹ Alawadi Zelao, « Multiculturalisme, démocratie et citoyenneté au Nord-Cameroun : quelles leçons sociologiques », in Abel Gwoda, Alawadi Zelao (eds) *Le Nord-Cameroun à l'épreuve des pluralismes : quand les sciences sociales s'interrogent...*, L'Harmattan, Paris, 2012, p. 157.

²² Ibrahim Mouiche, « Ethnicité et multipartisme au Nord-Cameroun », *African Journal of Political Science*, vol. 5, no. 1, 2000, p. 70.

²³ Houli Fendjongue, « Une lecture nécessairement politique du phénomène 'kirdi' au Nord-Cameroun », *Verfassung und Recht in Übersee : Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, Hamburg, vol. 40, 2007, p. 334. Publié en ligne, http://www.vrue.nomos.de/fileadmin/vrue/doc/VRUE_07_03.pdf, site consulté le 23 décembre 2012.

plus de la rivalité politique qui les oppose aux Islamo-Peuls, les populations « kirdi » sont, elles-mêmes, travaillées dans leurs rapports internes, par une logique de compétition. Elles se trouvent donc sur un double front politique. D'une part, elles sont en opposition avec les Islamo-Peuls. D'autre part elles s'opposent entre elles dans la perspective d'avoir une meilleure visibilité politique²⁴.

Tout ce rappel permet de comprendre que la presse du Nord-Cameroun est née dans un environnement sociopolitique en recomposition. La libéralisation politique initiée au début des années 1990 a donné lieu à une frénésie identitaire sous-tendue par le désir des différentes composantes ethniques de conquérir le marché politique, dans l'optique d'accéder à des positions de pouvoir et réaliser le vœu ultime de prendre part à la redistribution des prébendes de l'État. Cet environnement sociopolitique a constitué un terrain fertile pour l'éclosion d'une presse à connotation politique devant animer le jeu politique, en relayant les opinions des élites au niveau local et en portant les revendications des populations du Nord-Cameroun au niveau national. Autrement dit, la presse consacrée au Nord-Cameroun constitue un cadre d'expression et de mise en scène des clivages sociopolitiques qui travaillent cette région. C'est donc sans surprise qu'elle sous-tend l'action des politiques du Nord-Cameroun en vue de la renégociation de leur représentativité sur le marché politique à l'échelle local et national.

*Les journaux comme site d'élaboration d'un repli
identitaire à travers l'apologie du Président
Ahmadou Ahidjo ainsi que l'utilisation des concepts
« Grand-Nord » et « nordistes »*

L'analyse des publications des journaux consacrés au Nord-Cameroun laisse clairement entrevoir leur détermination à redorer le blason de leur région

²⁴ Dans ce contexte, c'est toute la question de l'identité comme élément de mobilisation et de participation politique qui est remise en cause. La particularité ethno-tribale qu'offre le groupe Kirdi remet en cause la politique de l'équilibre régional appliquée au Cameroun et comprise comme « une modalité politique de symbolisation de l'unité des sociétés plurielles à travers la représentation aux positions de pouvoir des différents segments ethno-religieux ou identitaires par le biais des élites » (Luc Sindjoun, « Paraconstitutions. Les pratiques sociales dans les régimes politiques africains en voie de démocratisation : hypothèses théoriques et empiriques sur la 'paraconstitution' », in Michel Galy, Elena Sannella (eds), *Les défis de l'État en Afrique : actes du colloque de Milan*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 94).

sur le marché politique national. Pour ce faire, ces journaux procèdent à une instrumentalisation de la mémoire collective pour légitimer leur action. C'est dans cette optique que *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* ont procédé à une récupération stratégique du combat relatif à la réhabilitation du défunt Président Ahmadou Ahidjo, tout en faisant accroire l'homogénéité de leur région à travers la mise en exergue des concepts « Grand-Nord » et « nordistes ».

De l'instrumentalisation de l'image du Président Ahidjo dans la presse nord-camerounaise

Dans l'optique de sous-tendre leurs récriminations politiques à l'endroit du Président Biya et du sud, les journaux du Nord-Cameroun ont focalisé sur la personne d'Ahidjo très souvent présenté comme une victime du régime qui a succédé au sien. À l'occasion du coup d'État manqué du 6 avril 1984, dont l'instigation avait été attribuée au Président Ahidjo et de la commémoration du décès de ce dernier survenu le 30 novembre 1989 à Dakar au Sénégal, où sa dépouille repose depuis lors, la presse nord-camerounaise ne manque pas de publier des articles destinés à faire l'apologie du défunt président. Bien que cette évocation de la mémoire d'Ahidjo dans la presse ait une valeur mémorielle et commémorative, il n'en demeure pas moins qu'elle soit informée par des motivations politiques. Lesquelles motivations justifient pourquoi les principaux aspects énoncés autour de cette problématique dans la presse, se rapportent précisément à la réhabilitation de l'image et de l'action politique d'Ahidjo²⁵ ; le coup d'État du 6 avril et la rupture avec le Président Biya²⁶ et enfin, le rapatriement de la dépouille du Président Ahidjo²⁷.

²⁵ *L'Harmattan*, no. 4 du 21 octobre 1991 ; *L'Œil du Sahel*, no. 72 du 21 janvier 2002.

²⁶ *L'œil du Sahel*, no. 3, Novembre 1997 ; *L'Œil du Sahel*, no. 90 du 18 novembre 2002 ; *L'Œil du Sahel*, no. 105 du 8 avril 2003,

²⁷ *L'Harmattan*, no. 65 et 66, Novembre, 2003 ; *L'Œil du Sahel*, no. 158 du 11 mars 2005.



Image 1 : *L'Harmattan* no. 4 du 21 octobre 1991



Image 2 : *L'Œil du Sahel*, no. 90 du 18 novembre 2002

L'importance que revêt la question de la réhabilitation du Président Ahidjo dans la presse a une valeur fonctionnelle, car elle lui permet de jeter le discrédit sur le régime Biya qui, selon elle, « tente d'effacer le nom d'Ahidjo de la mémoire des Camerounais non seulement en refusant de rapatrier son corps, mais également en faisant peindre en noir systématiquement l'œuvre du président Ahidjo à la tête de l'État »²⁸.



Image 3 : *L'Œil du Sahel*, no. 158 du 11 mars 2005



Image 4 : *L'Harmattan*, no. 66, Novembre, 2003

²⁸ *L'Harmattan*, no. 65, Novembre, 2003, p. 3.

Les deux journaux retenus dans l'élaboration de cette analyse ont, chacun en ce qui le concerne, consacré plusieurs de leurs parutions au Président Ahidjo²⁹. Ce faisant, ils émettent des signaux clairs sur leur vision idéologique et leur orientation politique vis-à-vis du pouvoir en place.

Toutefois, il faut reconnaître que, si l'évocation de cette problématique peut découler d'une réelle et profonde conviction chez *L'Harmattan* à partir de 2002³⁰, il serait très difficile d'en dire autant de *L'Œil du Sahel*. En effet, après analyse, tout porte à croire que l'évocation de la réhabilitation de Ahidjo par *L'Œil du Sahel* relève plus du domaine de l'instrumentalisation de la conscience collective. Pourquoi le disons-nous ?

Comme cela transparaît dans le cours de cette étude, *L'Œil du Sahel* est avant tout un journal pro-Kirdi. Et depuis la libéralisation démocratique, les Kirdi n'ont cessé d'incriminer le Président Ahidjo, en le tenant pour responsable de la marginalisation dont ils font l'objet au Nord-Cameroun. Ces récriminations avaient d'ailleurs été clairement formulées dans le mémorandum de la majorité démographique kirdi de 1990³¹. Tous les memoranda kirdi rédigés après les débuts des années 2000 et tous relayés par *L'Œil du Sahel* s'appuient sur les mêmes griefs à l'encontre d'Ahidjo. Dès lors, il devient aisé de comprendre que l'évocation de cette problématique par *L'Œil du Sahel* vise tout simplement à pointer un doigt accusateur sur le régime Biya.

À défaut de se constituer comme une presse anti Biya par crainte de la répression administrative/gouvernementale, et par souci de préserver certains intérêts politiques, la presse du Nord-Cameroun a trouvé une voie de contournement, en devenant une presse pro-Ahidjo. Par la même occasion, elle manifeste son caractère ethno-régional très souvent mis en exergue à travers les concepts de « Grand Nord » et « nordistes ».

²⁹ *L'Harmattan* dans son quatrième numéro et *L'Œil du Sahel* dans son troisième numéro (ceci en fonction des numéros que nous avons retrouvés dans les archives).

³⁰ En 2002, *L'Harmattan* a un nouveau Directeur de publication, Hamadou Bakari, qui partage les origines d'Ahmadou Ahidjo dont il fut un collaborateur.

³¹ Ce référendum compilait « l'ensemble de récriminations dont l'élite kirdi a rendu responsable le pour d'Ahmadou Ahidjo » (Alawadi Zelao, « Multiculturalisme, démocratie et citoyenneté au Nord-Cameroun...cit. », p. 164).

De l'utilisation inadéquate des concepts de « Grand-Nord » et « nordistes » dans les journaux du Nord-Cameroun

L'emploi des concepts « Grand Nord » et « nordistes » a un caractère réitératif dans les différentes parutions de *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel*. Ces expressions reviennent constamment dans les grands titres et les articles de ces journaux. Il est donné de voir des titres comme : « Comment meurt l'autre moitié du Cameroun », « Le clan Béti redoute le retour de nordistes »³² ; « Politique : Les raisons de la mise à l'écart des nordistes »³³ ; « Grand-Nord : La petite part du gâteau », « Succession de Paul Biya : Les stratégies d'exclusion des nordistes » ; « Le Grand-Nord a déjà tourné le dos à Paul Biya ».³⁴ etc... Les images suivantes en donnent quelques illustrations.



Image 5 : *L'Harmattan*, no. 1 du 5 septembre 1991



Image 6 : *L'Œil du Sahel*, no. 1, juillet 1997

L'emploi répétitif de ces concepts de « Grand-Nord » et de « Nordistes » autant au niveau de la titrairie des articles que dans leur contenu, traduit une volonté, pour les journaux de se constituer en un bloc monolithique contre le

³² *L'Œil du Sahel*, no. 104 du 1 avril 2003, p. 11.

³³ *L'Œil du Sahel*, no. 150, du 20 décembre 2004, p. 4.

³⁴ *L'Œil du Sahel*, no. 260, du 7 janvier 2008.

reste du pays. Étant donné que ces journaux utilisent lesdits concepts uniquement dans une logique de confrontation avec le sud du pays (les Bétis), ou avec le chef de l'État, qui est originaire du sud, il est permis de dire qu'ils sous-tendent l'action politique des élites nordistes contre le régime³⁵. Ils agissent en défenseurs de la cause politique du Nord-Cameroun et adoptent ainsi une stature politique partisane.



Image 7 : *L'Œil du Sahel*, no. 150 du 20 décembre 2004



Image 8 : *L'Œil du Sahel*, no. 186 du 12 janvier 2006

Lorsque *L'Œil du Sahel* parle par exemple des « stratégies d'exclusion des nordistes », il sous-entend l'exclusion des nordistes par les sudistes ou par rapport aux sudistes. Lorsque le même journal titre « Budget 2005. Grand-Nord : La petite part du gâteau » ; cela sous-entend que la « grande part du gâteau » a été dévolue à une autre région, en l'occurrence le sud. Le ton à la fois plaintif, revendicatif et accusateur/dénonciateur qui transparaît du contenu de ces articles est le témoignage d'un réel engagement dans la quête et la conquête du pouvoir.

³⁵ Saibou Issa fait remarquer que « l'ouverture démocratique a favorisé la résurgence des replis identitaires, d'abord sous forme de l'émergence de grands rassemblements ethno-régionaux » (Saibou Issa, « Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun », *Africa spectrum*, vol. 2, no. 40, 2005 p. 198. L'utilisation du concept de « Grand-Nord » rentrait dans cette logique.

Toutefois, plus qu'une manifestation véritable d'un souci de cohésion et d'union de la société nord-camerounaise, l'emploi des concepts de « Grand-Nord », et « nordistes » dans les journaux de cette région relève en réalité d'une simple manipulation visant à paramétrer l'imaginaire populaire en faisant croire à l'existence d'un axe Nord-Sud au sein duquel le pouvoir est supposé alterner. Il s'agit en réalité de la convocation d'un passé que l'élite politique manipule à sa guise pour des raisons de positionnement. S'inspirant du projet hégémonique du Président Ahidjo qui voulait constituer un grand-Nord monolithique – ce qui à l'époque n'arrangeait pas les intérêts des Kirdi – l'utilisation des concepts de « Grand-Nord » et de « nordistes » par les journaux du Nord-Cameroun, n'est que l'expression de la survivance psychologique d'une époque révolue durant laquelle le pouvoir appartenait à une personne originaire du Nord. Tout en leur donnant des allures de slogans, leur emploi participe d'un processus incantatoire destiné à redonner vie à un certain contexte politique.

S'il est admis qu'il est politiquement opératoire, le concept de « Grand Nord » reste cependant sociologiquement inopérant, car en inadéquation avec le caractère plural de cette région. Il ne renvoie à aucune réalité homogène/monolithique du point de vue social, politique et encore moins culturel. *A contrario*, le Nord-Cameroun est traversé par des divergences et des différences socioculturelles profondes dont sa diversité ethnique et son passé historique constituent le soubassement. C'est d'ailleurs cette réalité sociologique qui justifie l'absence de convivialité très souvent observée dans les rapports intercommunautaires notamment entre Peuls et Kirdi et transparaissant des différents memoranda relayés par la presse.

Presse, memoranda et luttes de positionnement politique au Nord-Cameroun

Depuis l'ouverture des « questions démocratiques »³⁶ en 1990, le Nord-Cameroun s'est distingué par la production de memoranda destinés à porter les griefs, doléances et espérances de l'élite politique à l'endroit de l'establishment. Ces memoranda, qui ont été chaque fois soutenus par la presse – d'autant plus que des directeurs de publication ont activement participé à la rédaction de

³⁶ Nous empruntons cette expression à Gilbert L. Taguem Fah, « Questions démocratiques, créativité artistique et modes politiques clandestins », in *Idem* (ed), *Cameroun 2001*, L'Harmattan, Paris, 2001, pp. 5-32.

certaines d'entre eux –, peuvent être regroupés en deux principales catégories : les memoranda à caractère régionaliste et les memoranda ethniques. Si les premiers sont formulés en vue de défendre les intérêts du « Grand-Nord », les deuxièmes visent à assurer le positionnement spécifique de certaines ethnies sur le marché politique local.

Le consensus de la presse nordiste autour des « memoranda du Grand-Nord »

S'il est vrai que les memoranda à caractère politique ont fait leur apparition au Cameroun sous administration française, ce n'est qu'au début des années 1990 qu'ils se sont vulgarisés à la faveur de l'ouverture du processus de démocratisation. Dans ce contexte, ils sont devenus « un mode d'expression et de contestation des 'minorités politiques' »³⁷ et ont subséquemment fait les choux gras de la presse privée du Nord-Cameroun.

Le tout premier mémorandum publié par un journal du Nord-Cameroun a été celui des élites de la province de l'Adamaoua publié par le journal *L'Harmattan* dans sa livraison no. 3 du vendredi 4 octobre 1991 (v. image 9). Il s'agissait d'un document dans lequel les élites de l'Adamaoua faisaient part de leur frustration en dénonçant « les handicaps du développement de la province de l'Adamaoua tout autant que ces espoirs déçus ».

³⁷ Melchisedeck Chetima, « Les memoranda : un mode d'expression et de contestation des 'minorités politiques' au Cameroun dans le contexte de l'ouverture démocratique », in Johanne Daigle, Muriel Gomez-Perez (eds), *Scènes (post)coloniales : Points de rencontre entre le Canada, le Québec et l'Afrique*, Presses de l'Université de Laval, Québec, 2013.



Image 9 : L'Harmattan, no. 3 du 4 octobre 1991

Si *L'Harmattan* a été le premier à publier un mémorandum sur le Nord-Cameroun, *L'Œil du Sahel* détient le record de publication des memoranda de cette région. Depuis le début des années 2000, *L'Œil du Sahel* a constitué le principal support médiatique de diffusion des memoranda. Cela n'a rien de particulier quand on tient compte de l'engagement de son directeur de publication qui a été directement impliqué dans la préparation de certains de ces textes.

L'idylle entre *L'Œil du Sahel* et les memoranda commence à la suite du remaniement ministériel du 24 août 2002. Estimant que leur région était faiblement représentée dans ce gouvernement, certaines élites du Nord-Cameroun, ont pris l'initiative de rédiger un mémorandum sur les problèmes du « Grand Nord ». Au nombre de ces élites figuraient Dakolé Daissala, Issa Tchiroma Bakary, Hamadou Moustapha et Antar Gassagay qui constituaient le noyau dur du groupe de rédaction de ce mémorandum³⁸. À côté de ces élites politiques qui étaient pour la plupart des anciens ministres déçus, se trouvait Guibai Gatama, fondateur et directeur de publication de *L'Œil du Sahel*, qui

³⁸ Alain Boyomo, « Pression : Les cadavres du 6 avril 1984 sortent des placards », 2011, article de *Mutations*, publié en ligne par cameroon-info.net, <http://www.cameroon-info.net/stories/0,28632,@,pression-les-cadavres-du-6-avril-1984-sortent-des-placards.html>, consulté le 20 décembre 2012.

avait été désigné comme porte-parole/chargé de la communication du mouvement³⁹. Au-delà d'une simple confirmation, cette désignation était une consécration de l'engagement politique de ce directeur de publication et, par ricochet, de son journal qui, ce faisant, s'inscrivaient résolument dans les logiques de « l'interactivité stratégique ». *L'Œil du Sahel* fit un large écho du document en lui consacrant plusieurs numéros.

Bien que ce fut avec un retard considérable sur *L'Œil du Sahel*, *L'Harmattan*, qui était « resté à l'écart de tout débat sur la question non pas par désintérêt mais par respect de sa logique qui consistait [...] à ne pas être la courroie [sic] de transmission de quelque mouvement que ce soit »⁴⁰ relayait à son tour le débat sur ce mémorandum. Cependant, le journal *L'Harmattan* adopta une position moins passionnée, s'évertuant à questionner les motivations réelles des initiateurs du mémorandum. La posture adoptée par *L'Harmattan* se justifiait par les dissensions qui existaient entre les deux journaux et sur lesquels cette analyse revient dans la suite de son élaboration. Aussi, permet-elle de constater que la presse a été au cœur du débat suscité par ce mémorandum.

*Presse et luttes de positionnement politique
au Nord-Cameroun par memoranda interposés*

L'analyse des journaux du Nord-Cameroun permet d'observer la prégnance des titres et articles faisant état d'une opposition entre Peuls et Kirdi⁴¹. Laquelle opposition part du principe que les Kirdi, qui sont plus représentatifs démographiquement parlant, ont toujours été moins représentés dans les hautes sphères de l'État par rapport aux Peuls. Dans un article intitulé « Grand-Nord : Le pouvoir roule-t-il pour les Peuls ? » et publié dans sa livraison no. 202 du 8 juin 2006, *L'Œil du Sahel*, a proposé un « document sur le malaise kirdi, une communauté importante du Grand Nord [qui] peut être un facteur de division si les nordistes ne s'y penchent pas avec sérieux ; d'union si les uns et les autres essayent de trouver une issue à la situation »⁴².

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *L'Harmattan*, no. 058 du 18 juin 2003, p. 5.

⁴¹ Cela ne va pas sans dire que tout n'est pas rose au sein de la communauté kirdi n'ont plus tel que cela est démontré dans la suite de l'analyse.

⁴² Cet extrait est issu de la note explicative accompagnant le document. Ce dernier ne portait aucune signature alors que la note qui l'accompagnait était signée du directeur de publication du journal.



Image 10 : *L'Œil du Sahel*, no. 202 du 8 juin 2006

Le document en question, qui fait deux pages, est un véritable plaidoyer en faveur de la « communauté » kirdi. Son ou ses auteurs effectuent leur entrée en matière en indiquant que :

« Les événements présents et à venir méritent que l'on se penche sérieusement sur les schémas politiques actuels de la partie septentrionale du Cameroun. Et notamment sur l'épineux problème de leadership ethno-religieux de certains, à l'heure où de nombreuses voix sonnent le tocsin de l'unité politique du Grand Nord alors que d'autres évoquent une indispensable organisation, pour ne pas manquer le train de l'alternance [...] En tout cas, les Kirdi, victimes historiques et présentes des jeux politiques ne peuvent avoir d'autres choix que d'aborder autrement à présent leur avenir. »⁴³

Ce propos introductif plante le décor du document, en déclinant son idée générale qui est en relation avec la position des Kirdi dans la structure politique du Nord-Cameroun. Trois éléments clés ressortent d'emblée de cet extrait : la problématique de l'hégémonie peule (« l'épineux problème de leadership ethno-religieux de certains »⁴⁴) ; la dénonciation par les Kirdi de leur victimisation et de leur marginalisation (« les Kirdi, victimes historiques et

⁴³ *L'Œil du Sahel*, no. 202 du 8 juin 2006, p. 6.

⁴⁴ Certains ici et mis pour Islamo-Peuls.

présentes des jeux politiques ne peuvent avoir d'autres choix que d'aborder autrement à présent leur avenir ») et l'idée de la perspective de l'alternance politique à la tête de l'État («...une indispensable organisation, pour ne pas manquer le train de l'alternance »). Dès lors, il ne fait plus l'ombre d'aucun doute que les auteurs de ce document s'insurgent contre l'hégémonie peule et la marginalisation des Kirdi dans les « schémas politiques » du Nord-Cameroun. Ils s'offusquent de ce que :

« depuis la période coloniale jusqu'au '*Grandes Ambitions*' [sic] en passant par la première République du président Ahmadou Ahidjo, le terrain politique dans cette partie du pays a été et reste toujours animé par ceux qu'on qualifie généralement d'Islamo-Peulh – même si ce terme est une fourberie organisée par les peuls pour donner une consistance à un groupe ethnique totalement en perte de vitesse démographique [...] »⁴⁵.

Le document propose par la suite un vernissage de la situation politique des Kirdi qui ont été « des laissé-pour-compte ». Ce vernissage s'élabore alors à travers trois tableaux : un premier tableau qui s'appuie sur la période coloniale pour situer les origines de la « marginalisation » des Kirdi en faveur des Islamo-Peuls. Un second tableau qui démontre comment cette marginalisation a été consolidée sous le règne du Président Ahidjo au cours duquel la « région était alors '*un territoire de despotisme féodal*' où tous les acteurs politiques, d'obédience Islamo-peulh [...] usèrent de toutes les voies pour asseoir leur domination »⁴⁶. Le troisième tableau, en ce qui le concerne, se focalise sur la désillusion/déception des Kirdi qui, après avoir fondé des espoirs lors de l'accession du Président Biya au pouvoir en novembre 1982, ont continué à être ignorés et « malgré tous les gages offerts à l'actuel régime », celui-ci continuait de « consolider la position confortable des Islamo-peulh » au niveau du gouvernement⁴⁷. Pour clore ce vernissage, le ou les auteur(s) dudit document procède à une mise en garde formulée tel que suit :

« Aujourd'hui, l'éveil politique du monde kirdi dont la densité démographique reste la plus dynamique de toutes les communautés du Cameroun septentrional [...] doit nécessairement conduire à une plus grande prise en compte des problèmes vitaux et existentiels de ce monde. En effet, continuer à ignorer les profondes frustrations de la majorité écrasante des populations du Nord-

⁴⁵ *L'Œil du Sahel*, no. 202 du 8 juin 2006, p. 6.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*, pp. 6-7.

Cameroun relèverait d'une cécité politique pernicieuse pour toute la République »⁴⁸.

Le constat que cette recherche a permis de faire relativement à l'énonciation de la problématique de l'opposition entre Islamo-Peuls et Kirdi dans la presse du Nord-Cameroun est que cette problématique est essentiellement et principalement mise en exergue par *L'Œil du Sahel*. Elle constitue une rengaine dans ce journal. Entre juin et juillet 2006 par exemple une série des parutions de ce journal lui ont été consacrées. Dans son numéro 206 de juillet 2006 par exemple, le journal publie un article d'Alawadi Zelao dans lequel il revient à la charge. L'extrait qui suit donne un aperçu du contenu de cet article :

« Si jadis l'axe Nord-Sud a consisté à la distribution du pouvoir entre les Foulbé de Garoua et les Béti du Sud, aujourd'hui à défaut de remettre directement le pouvoir aux 'Kirdi', il serait prudent de les y associer étroitement au regard des réalités sociologiques et des bouleversements qui s'enchaînent depuis lors »⁴⁹.

De son côté, le journal *L'Harmattan* n'a presque pas fait état de cette problématique. Ce journal s'est comporté comme si la question kirdi ne se posait pas du tout. Au pire des cas, il a plutôt critiqué l'action de *L'Œil du Sahel* dans ce sens. C'est ainsi qu'en juin 2006, le journal, à travers son directeur de publication Bakary Bado, a réagi négativement à l'article publié par *L'Œil du Sahel* dans sa parution du 8 juin 2006. Il s'agit de l'article intitulé « Le pouvoir roule-t-il pour les peul ? » et dans lequel *L'Œil du Sahel* déplorait et décriait les privilèges dont les Peuls ont bénéficié depuis le moment colonial. Dans son article, le directeur de publication de *L'Harmattan* qui réagissait naturellement en tant que membre de la communauté islamo-peule, a orienté sa plume dans le sens de relativiser la marginalisation des Kirdi qui d'après lui est « dramatisée ». Ce jeu de mots entre les deux principaux protagonistes de la presse privée du Nord-Cameroun a également été observé entre 2002 et 2003 lorsque « l'affaire des mémorandum » défrayait la chronique.

Toutefois l'analyse de l'arène politique du Nord-Cameroun ne saurait avoir une approche exclusivement dichotomique. La bataille politique observée au Nord-Cameroun ne se limite pas essentiellement à une compétition entre Peuls et Kirdi. Elle s'élabore également à l'intérieur du groupe Kirdi qui est en

⁴⁸ *Ibidem*, p. 7.

⁴⁹ Alawadi ZELAO, « Guéguerre entre les factions idéologiques », *L'Œil du Sahel*, no. 206, juillet 2006, p. 10.

réalité un conglomérat de plusieurs ethnies⁵⁰. Les rapports de force entre ces différentes ethnies sont également déterminés par des logiques de positionnement politique animées par la presse, notamment à travers *L'Œil du Sahel*. Cette réalité sociopolitique contribue à complexifier le jeu politique au Nord-Cameroun sans manquer de renforcer l'instrumentalisation politique de la presse.

S'appuyant également sur les memoranda, qui étaient devenus de véritables modes d'expression politique au Nord-Cameroun, certains groupes ethniques ont manifesté leurs volontés de se positionner et/ou de trouver des solutions particulières à leurs problèmes indépendamment du reste du « Grand Nord » et/ou de la communauté kirdi. Ce faisant, ces groupes dans leur démarche solitaire, intégraient « les dynamiques d'instrumentalisation de l'ethnicité »⁵¹. Par la même occasion, ces initiatives démontrent à suffisance que le Nord-Cameroun peut difficilement être appréhendé comme une entité homogène compte tenu de la mosaïque d'ethnies qui le constituent. Chaque groupe ethnique a des problèmes ou des ambitions spécifiques, qu'il peut vouloir mettre au-devant de la scène à un moment donné. Dans certains cas, ces réclamations peuvent être formulées dans un contexte de concurrence avec les autres groupes ethniques de la région. Cela a été observé avec les élites Massa⁵² qui ont formulé des réclamations en vue d'une meilleure représentativité dans l'appareil politico administratif. Ces réclamations ont été énoncées à travers les memoranda de 2004 et 2009. Le premier mémorandum publié par *L'Œil du Sahel*, dans sa livraison no. 150 du 20 décembre 2004 sous le titre : « Le ras le bol des massa contre Biya », faisait suite à la formation de l'équipe gouvernementale du 8 décembre 2004. Pour les Massa, ce gouvernement :

« viendra consolider la position confortable des Islamo-peulh. Sur les 17 membres de [sic] gouvernement que compte cette partie du pays, (douze) 12 sont musulmans. Quelques postes mineurs sont confiés aux Kirdi. Zacharie Perevet au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Hele Pierre à l'Environnement et Protection de la nature, Dakole Daïssala aux Transports, Adoum Garoua à la Jeunesse et Denis Oumarou au poste de Secrétaire d'État à l'économie et Finances. Ces cinq (5) rescapés représentent ainsi 80% de la population du Grand-Nord. Les 20%

⁵⁰ Au nombre de celles-ci figurent les Massa, les Toupouri, les Moundangs, les Guiziga, les Mboum, les Gbaya pour ne citer que ces quelques exemples.

⁵¹ Patrice Bigombe Lobe, « Changement politique et dynamiques d'instrumentalisation de l'ethnicité Kirdi : l'ingénierie ethnopolitique », in Luc Sindjoun (ed), *La révolution passive au Cameroun : État, société et changement*, CODESRIA, Dakar, 1999, pp. 230-268.

⁵² L'une des composantes ethniques du groupe Kirdi.

restant s'accapant du reste »⁵³.

Le ras le bol des Massa découlait de l'orientation ethnique des personnes choisies pour représenter les Kirdi dans ce gouvernement. Ils (les Massa) estimaient avoir été lésés au profit des autres groupes kirdi, au regard de la composition ethno-tribale du gouvernement de décembre 2008. Dénis Oumarou était originaire de la région du Nord ; Dakolé Daïssala et Adoum Garoua représentaient les Toupouri, Hele Pierre appartenait au groupe Moundang, Zacharie Perevet était quant à lui issu de la tribu Mafa.

La « frustration » des Massa vis-à-vis du régime – du fait de leur absence du gouvernement – était grande à telle enseigne qu'ils ont produit un second mémorandum en 2009, afin de réitérer leurs récriminations. Dans ce second document rédigé par Le Collectif des élites Massa, ceux-ci considèrent que :

« depuis la sortie du Gouvernement, le 02 mai 1978, du Ministre Vroumsia Tchinye suivie de son décès peu après, le peuple massa semble avoir disparu de la scène représentative au Cameroun [...] La cause principale en serait que tous les autres peuples, voisins ou pas, le combattraient sournoisement.

En dépit des durs coups reçus au dessous de la ceinture, ce peuple tente de s'organiser et, se positionne politiquement et clairement derrière un homme d'État : Paul Biya. La majorité de la communauté vote pour lui et pour le parti qu'il dirige depuis l'avènement du Renouveau. Mais le retour de l'ascenseur tarde à venir. Malgré les intellectuels qui foisonnent, aucun Massa ne parvient à obtenir ne serait-ce qu'un poste de Sous-directeur dans l'administration publique. »⁵⁴

Le régime Biya est donc taxé d'ingratitude par les élites Massa qui lui reprochent de privilégier les autres groupes kirdi – tel que les Toupouri⁵⁵. Se considérant comme le peuple majoritaire dans le département du Mayo Danay, les Massa ont décrié la nomination de Adoum Garoua et celle de Amadou Vamoulke⁵⁶, qui était présenté comme un « apparenté à l'ethnie massa ».⁵⁷

Au vue de leur « marginalisation honteuse » par rapport aux autres ethnies dans les sphères du pouvoir, les Massa ont voulu, à travers leurs memoranda, se démarquer des autres groupes kirdi, afin de réclamer leur « part du gâteau ». Ce faisant, leurs revendications n'ont pas été formulées en fonction

⁵³ *L'Œil du Sahel*, no. 202 du 8 juin 2006, p. 7.

⁵⁴ *L'Œil du Sahel*, no. 333 du 15 juin 2009, p. 5.

⁵⁵ D'après les Massa, cette « préférence » pour les Toupouri était stimulée par le Président du Conseil Economique et Social, Ayang Luc qui est lui-même Toupouri.

⁵⁶ Il a été nommé en 2005 à la tête de l'office nationale de radio et télévision (CRTV).

⁵⁷ *L'Œil du Sahel*, no. 333 du 15 juin 2009, p. 5.

des dialectiques Nordistes/sudistes ou Kirdi/Musulmans, mais plutôt Kirdi/Kirdi. Il arrive donc que « l'union sacrée » entre Kirdi cède la place à la sauvegarde d'intérêts particuliers. Les macrocosmes « Nord-Cameroun » et « Identité Kirdi » se retrouvent ainsi sacrifiés à l'autel d'intérêts micro-ethniques.

La prise en compte de ces différents memoranda et du traitement dont ils ont fait l'objet dans la presse nord-camerounaise, en général et dans *L'Œil du Sahel* en particulier, permet de constater que cette presse constitue des caisses de résonance du jeu politique au Nord-Cameroun. Elle se caractérise par ailleurs par une absence d'analyse des faits dont la simple restitution ne peut valablement pas favoriser sa contribution à l'évolution du processus de démocratisation. Ceci peut se justifier par leur inféodation au champ politique dont elle « épouse parfois les chicanes [manquant leur] vocation qui est, non pas de conquérir le pouvoir ou de gérer la Cité, mais de proposer des analyses [...] d'éclairer l'opinion dans son ensemble... »⁵⁸. De ce fait, *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* sont moins des journaux d'information que des médias de propagande et de positionnement politiques. Ce sont des organes de pression politique dont l'ambition n'est point d'informer, mais de manipuler l'opinion.

Aussi, faut-il relever que cette presse se caractérise également par un manque de professionnalisme qui semble plus voulue que subie et qui constitue le socle de « l'interactivité stratégique ». En effet, le recrutement des « journalistes » de *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* n'est pas déterminé par leur qualification, mais plutôt, leur capacité à permettre aux journaux d'atteindre leurs desseins politiques respectifs. La plupart des articles publiés dans *L'Harmattan* provenaient des élites ou de personnes désireuses de s'exprimer sur un sujet précis. De leur création à 2009, *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* n'ont recruté aucun professionnel du journalisme⁵⁹. Pour ainsi dire, le manque de professionnalisme observé au niveau de ces deux journaux constitue un atout et non un impedimenta à leur fonctionnement. Il participe d'une stratégie d'action en ce sens que les objectifs et les missions que ces journaux se sont assignés ne nécessitent pas qu'ils recrutent un personnel qualifié.

⁵⁸ Valentin Nga Ndong, *Les médias au Cameroun : Mythes et délires d'une société en crise*, L'Harmattan, Paris, 1993, pp. 215-216.

⁵⁹ Seuls Baba Wamé (*L'Harmattan*) et Guibai Gatama (*L'Œil du Sahel*), qui étaient par ailleurs fondateurs et Directeurs de publication de leur journal respectif, avaient suivi une formation en journalisme.

CONCLUSION

En définitive, l'analyse des parutions de *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* permet d'aboutir à la conclusion que l'action politique menée par ces journaux se situe à deux échelles : une échelle nationale et une échelle régionale. Au niveau national, ces journaux soutiennent l'action politique du Nord contre le sud tel que cela a été indiqué. Il faut permettre au Nord de reprendre l'ascendance politique sur le sud. Cependant, bien que l'idée soit de dire que le pouvoir doit être restitué au Nord, après le règne du Président Biya, un sous-entendu transparaît en filigrane de cette revendication : *L'Harmattan* et *L'Œil du Sahel* ne partagent pas les mêmes vues en ce qui concerne les modalités de cette restitution. Tandis que le premier défend les intérêts de l'opposition d'origine Islamo-Peule, le second cache difficilement sa sympathie pour les Kirdi. Pour ainsi dire, les deux principaux protagonistes de la presse nord-camerounaise sont opposés au regard des schémas sociopolitiques du Nord-Cameroun. Et c'est justement à ce niveau régional que leur action politique garde toute sa substance, car ces journaux jouent un rôle déterminant dans les clivages sociopolitiques observés au Nord-Cameroun.